



## Groupe 1 : Initiative régionale

Troisième réunion – 04 juin 2024

Animé par Guillaume Menesplier (ALCA)

### Introduction : Les marqueurs de l'initiative régionale

En introduction de cette troisième réunion du Groupe 1 Initiative Régionale il a été proposé aux participants de faire des remarques concernant la liste et la formulation des indicateurs de l'initiative régionale présentés dans le document (en Annexe) envoyé en amont de la réunion.

Ces indicateurs émanant des discussions de la seconde réunion, il a été rappelé que ceux-ci seraient intégrés aux propositions issues des travaux du groupe, avec pour objectif de rendre plus clair les bilans d'intervention de la Région, et son soutien aux projets ainsi qu'aux professionnels du territoire.

Les travaux de cette troisième réunion se sont concentrés sur la manière de la valoriser à l'avenir l'initiative régionale en se concentrant sur des propositions d'évolution des dispositifs de soutien financiers existants, mais aussi sur l'évolution des dispositifs d'accompagnement, les outils et les synergies à mettre en place à l'échelle régionale.

### Faire évoluer les dispositifs de soutien financiers

-Faire évoluer les règlements d'intervention en prenant en compte les spécificités de chaque type de projet et établir des objectifs spécifiques de soutien pour chaque genre en portant une attention particulière au renforcement de l'aide aux projets d'initiative régionale. L'exemple de la sélectivité en court-métrage au fonds de soutien est évoqué, ainsi que le souhait d'une meilleure prise en compte des projets d'auteurs régionaux, de sociétés de production régionales ou accompagnés par des diffuseurs locaux, au moins en vue d'un passage en audition.

-Rééquilibrer, le rapport entre initiative régionale et soutien extraterritorial. Les participants s'accordent sur le maintien du critère artistique, mais demandent une meilleure prise en compte des critères de régionalité. Pour cela le fonctionnement établi en Nouvelle-Aquitaine avec des fonds dits « filière », par nature organisés pour accompagner l'initiative régionale, et le fonds de soutien pour l'accompagnement de projets de toute origine, fait sens. Il faut néanmoins renforcer la clarté de la politique régionale sur le volet du fonds de soutien. A budget constant il est important aussi de mieux répartir les crédits alloués au Cinéma et à l'audiovisuel.

-Mettre en place un rendez-vous obligatoire en amont des dépôts. Ce type d'échange permettrait un partage d'information dans les deux sens (producteur/gestionnaire de fonds) avec pour but d'une part de filtrer les demandes et d'autre part de renforcer les projets, notamment leur implantation sur le territoire pour les projets extrarégionaux.

-Définir la ligne éditoriale des comités, cela permettrait de savoir quel type de projets sont attendus et soutenus par un comité, pour éviter de préparer des dossiers qui n'ont aucune chance de soutien. De même, ceci permettrait d'adapter la constitution des comités afin que des personnes au fait des spécificités régionales jugent les projets en connaissance de cause. Par exemple que les sujets

territoriaux, ou les questions des langues régionales soient jugés par des lecteurs connaisseurs de ces questions.

-Résoudre les problématiques rencontrées par les sociétés de production régionales face à la refonte de l'Aide au programme en 2023. La bascule des fonds du « fonctionnement » vers « l'investissement » a grandement modifié cette aide, ne permettant plus de répondre aux objectifs premiers de structuration de la filière. De plus l'obligation de déposer un minimum de 3 projets par an est une difficulté supplémentaire pour des sociétés n'ayant pas un tel volume d'activité. Un passage à 2 sessions de dépôt par an serait également une bonne chose.

-Prendre en compte la fragilité des jeunes sociétés implantées en Région avant de renforcer les critères d'accès des entreprises aux fonds régionaux. Les jeunes sociétés travaillent souvent avec de jeunes auteurs, leur fermer la porte reviendrait à fermer également la porte à ces auteurs. Vigilance à ne pas aller à l'encontre de la volonté affichée d'accompagner l'émergence.

-Permettre aux départements de gagner en autonomie. Aujourd'hui les départements sont contraints par les choix du comité, et notamment la barrière du passage en audition. Ceci est contraignant et empêche parfois le soutien à des projets d'initiative départementale ou à des projets à fort impact pour le département, ce qui peut amener à des situations où certains départements ne peuvent parfois pas consommer leur enveloppe, faute de projets passés en audition, et même à des projets perdus pour le territoire faute de soutien. De plus la dissociation des fonds départementaux des dispositifs « filière » est à questionner, cela n'aurait-il pas du sens que les départements puissent abonder aussi sur des projets soutenus dans ce cadre : Fonds FILM et Aide au programme par exemple.

-Décliner le soutien aux projets en écriture, pour l'ouvrir aux séries, fiction comme documentaire, dont la place est croissante dans le paysage audiovisuel. Prendre également en compte la spécificité des séries et prévoir un accompagnement sur le long terme pour ce type de projet.

-Remettre la post-production en région au cœur du dispositif du NAFW. Renforcer l'exigence de dépense sur le territoire, en sélectionnant des projets qui ont un réel besoin de post-production et exiger que les dépenses soient concentrées sur cette partie des travaux du projet. Exclure toute dépenses de production en précisant les dépenses éligibles et en contrôlant plus fortement les rendus de compte. L'idée d'une seconde session annuelle est également à envisager, pour des questions de calendrier de finalisation et de diffusion.

-Questionner le mode de sélection actuel de projets soutenus. Le système français encourage un conformisme via les dossiers de production, cela contraint les auteurs et laisse peu de place à des projets expérimentaux par exemple. Une réflexion sur le type de projet exigé, des formes plus libres pour des envies de cinéma plus libres serait intéressante.

-Envisager la mise en place d'un Numerus Clausus. Sur ce point les avis sont partagés, cela réduirait de fait la concurrence, mais les effets de bord sont d'autant plus fort : « premier arrivés premier servis ».

## **Faire évoluer les outils et l'accompagnement des professionnels régionaux**

-Favoriser les échanges professionnels de proximité sur le territoire, en complétant les compétences des BAT locaux, sous la forme de BAP, Bureau d'Accueil des Projets. Faciliter ainsi les enjeux, les retours entre pairs sur des projets, mais aussi des rencontres entre professionnels pour des collaborations.

-Accroître la visibilité des dispositifs existants, et faire en sorte que leur fonctionnement soit connu de tous. Par exemple, les délégations en festivals, le fonctionnement du fonds de soutien ou faire en sorte que tous les professionnels régionaux, techniciens comme comédiens aient connaissance des opportunités de travail en Région. Un outil permettant les interconnexions et facilitant l'identification des nouveaux arrivants serait bénéfique.

-Favoriser l'accompagnement en diffusion des tous les projets des producteurs régionaux, soutenus ou non par la Région.

## **Présents**

Alca : Guillaume Menesplier, Margaux Maillard, Sandrine Thoreau, Manon Delauge, Maelys GOSSET, Pauline Lavallée, Nathalie Bremond, Geraldine ARNOUX

Région Nouvelle-Aquitaine : Jeremie OBISPO

Drac : Yves Le-Pannerer, Constance Michaud-Nancy

Marjory Ott, Katti Pochelu, Josephine Tredez , Emilie Tardif , Lou Bulthé-Maingard, Elsa Oliarj  
Camille LOUVET\_LOULA, Leila Badet, David Guyard , Maiana Bidegain, Raphaël Pillosio , Clara Voisin ,  
Sarah Hillaireau , Charlotte Guénin Massala, Emilie Tardif , Charles-Edouard PEÑA , Emilie Mabit- Xilam,  
Lisa Delpech - Maelstrom Studios, Didier Roten, Xavier TOKU Stopmotion , Anne Fredon , Estelle  
Langlois L'Agence RKM, Mathilde Leite, Emilie Tardif, Jean-Raymond Garcia Tribun des Auteurs